

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité

Crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique : Repenser la gouvernance internationale

La crise alimentaire qui sévit actuellement dans la Corne de l'Afrique¹, conséquence de trois années consécutives de sécheresse, est la plus forte depuis 60 ans dans la région. Au début de l'année, la FAO a fait état de faibles récoltes, et d'une augmentation des prix du carburant² qui a impacté les coûts de transport. La situation s'est considérablement dégradée au cours des trois derniers mois. Dans cet entretien, Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, nous explique que les conflits prolongés, l'absence de mesures préventives, ainsi que l'inaction de la communauté internationale ont aujourd'hui des conséquences désastreuses pour les populations. Il nous présente les solutions à court et à plus long terme pour faire face à ce type de crise.

Quelles sont les causes directes et sous-jacentes de cette crise alimentaire ?

Au premier semestre 2011, l'on a constaté une dégradation rapide de la situation. Les éleveurs, nombreux dans ces régions, ont été particulièrement touchés : soit leurs cheptels ont été détruits, soit ils ont dû vendre leur bétail à très bas prix.

En Somalie, les conflits de longue durée et l'absence depuis 1991 d'un gouvernement fort qui contrôle l'ensemble du territoire a considérablement accentué la crise. Les groupes de radicaux islamistes empêchent les organisations humanitaires internationales d'accéder aux populations au Sud de la Somalie. En l'espace de quelques semaines, des centaines de milliers de personnes ont dû fuir vers des camps de réfugiés au Kenya ou en Ethiopie³, ou vers Mogadiscio, afin de recevoir une aide internationale.

L'absence de mesures préventives est aussi à mettre en cause. Les sécheresses sont fréquentes dans cette région, il aurait fallu que les gouvernements de la

région comme les acteurs de la solidarité internationale s'y préparent. Il aurait été possible de mettre sur pied des plans anti-sécheresse, identifiant par avance les mesures à mettre en place et les ressources à y consacrer. Pourtant, l'inaction, puis l'improvisation ont dominé. Il est aujourd'hui nécessaire de réunir des sommes considérables (400 millions de dollars afin de faire face aux besoins immédiats et 1,9 milliards de dollars pendant un an) alors que la crise a déjà atteint son pic.

Quelles sont, d'après vous, les solutions à mettre en œuvre à court terme pour y faire face ?

L'inaction de la communauté internationale face à cette crise constituerait une violation majeure du droit à l'alimentation. Le droit international impose aux États d'agir immédiatement, là où des vies sont en jeu. Aujourd'hui, il est nécessaire de prendre des mesures concertées et immédiates pour améliorer l'accès à l'alimentation, à l'eau potable et aux soins de santé pour les populations les plus vulnérables de la région.

Parmi les solutions à mettre en place immédiatement, la mise en place au niveau régional, de réserves alimentaires permettrait d'avoir accès à des stocks à des prix abordables dès qu'une situation d'urgence émerge. Les Ministres de l'Agriculture du G20, réunis sous la présidence française cette année, se sont engagés à mettre sur pied de telles réserves alimentaires d'urgence lors de la réunion des 22-23 juin dernier : c'est une initiative bienvenue, mais qui arrive très tard. Trop tard.

EuropeAid

Le ROSA est une initiative de :



COMMISSION
EUROPEENNE

ROSA Newsletter N° 30

FR

Dans un rapport remis en mars 2009 au Conseil des Droits de l'Homme, j'ai proposé que l'on saisisse l'opportunité de la réforme de la Convention sur l'aide alimentaire (CAA) de 1965 (qui entre maintenant dans sa phase finale) pour définir de manière plus contraignante les engagements des Etats fournisseurs d'aide : cette proposition me semble plus que jamais d'actualité. La CAA constitue le seul traité international formel qui vise à sécuriser les engagements des donateurs signataires. A présent, l'aide se révèle souvent contre-cyclique : les donateurs sont plus généreux lorsque les prix sont bas parce que les récoltes ont été abondantes et donc lorsque les besoins sont moins importants. L'une des propositions de réforme serait donc que les pays s'engagent à verser non pas un volume de céréales mais un pourcentage des besoins exprimés en fonction de la situation dans les pays en développement.

Quelles sont les solutions à mettre en œuvre à long terme pour prévenir ce type de crise ? Comment améliorer durablement la résilience des populations, compte tenu, notamment, des effets néfastes du changement climatique ?

Le changement climatique se traduira par une fréquence accrue d'aléas climatiques extrêmes. Il faut que les dirigeants, comme les acteurs du

développement sur le terrain, en tirent aujourd'hui les conséquences.

Je préconise des politiques publiques et des investissements massifs dans les biens publics qui permettent de mettre l'agriculture sur le cap de la durabilité et de renforcer la résilience des agricultures, des systèmes alimentaires et des populations face changement climatique (aléas climatiques extrêmes et changements de longue durée). Cela signifie, notamment : i) investir dans la formation et dans la diffusion de bonnes pratiques ; ii) soutenir la recherche sur des variétés et des techniques résilientes ; iii) améliorer l'accès à l'information pour la prise de décision ; iv) soutenir les agriculteurs pour réduire leur dépendance vis-à-vis des intrants externes.

Il faut aussi éviter les politiques publiques au Sud, soutenues par les partenaires de coopération, qui poussent à l'essor des cultures d'exportation et penchent en faveur de l'agro-industrie, au détriment de l'agriculture familiale. Seul un soutien pérenne à la petite agriculture familiale et paysanne du Sud est en mesure de relever les défis alimentaire et climatique.

Agenda

Evénements passés

- **Briefings de Bruxelles sur le développement : « La sécurité nutritionnelle dans les pays ACP : Le rôle essentiel de l'agriculture »** (15 juin 2011) : Le CTA et l'IFPRI ont co-organisé ce briefing qui a réuni environ 200 personnes. Les vidéos de l'ensemble des présentations et des débats peuvent être visualisées sur le site du CTA. [>>](#)
- **Lancement de la série « Zéro famine » de l'ONG ACF au Parlement britannique** (28 juin 2011, Londres) : En partenariat avec le Groupe parlementaire sur l'agriculture et l'alimentation pour le développement, la série "Zéro Famine" a été présentée au Parlement britannique lors d'une table ronde et d'un débat. Le compte rendu de cette table ronde est disponible en anglais. [>>](#)

- **Négociations intergouvernementales sur les Directives volontaires sur la gouvernance responsable des régimes fonciers des terres, pêches et forêts (12-15 juillet, Rome)** : Lors de cette séance, les négociations intergouvernementales menées par le Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) sur les Directives Volontaires ont été ouvertes aux participants de la société civile et du secteur privé. Soixante-dix pays, vingt participants de la société civile et une organisation du secteur privé ont pris part à ces négociations. La version finale des Directives Volontaires devra être approuvée lors de la 37ème session du CSA en Octobre 2011. [>>](#)

Evénements à venir

- **7-8 septembre** : Réunion de l'initiative sécurité alimentaire de L'Aquila – Dakar (Sénégal)
- **12-13 septembre** : Table ronde sur les estimations chiffrées liées à la sécurité alimentaire - Rome (Italie) [>>>](#)
- **4 octobre** : Audition publique au Parlement européen sur la « Sécurité alimentaire dans les pays en développement : Le défi de nourrir les populations » - Bruxelles (Belgique)
- **4-6 octobre** : 4^{ème} Conférence sur la sécurité alimentaire mondiale de l'Université McGill - Montréal (Canada) [>>>](#)
- **17-20 octobre** : 37^{ème} session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (CSA) - Rome (Italie)
- **3-4 novembre** : Sommet du G20 – Cannes (France)
- **24-25 novembre** : Table ronde d'experts sur les agro-carburants sur l'invitation d'Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation – Bruxelles (Belgique)
- **28 novembre-9 décembre** : 17^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP 17) - Durban (Afrique du Sud)
- **3 décembre** : Journée sur le développement agricole et rural à la COP17 – Durban (Afrique du Sud)
- **17-19 janvier 2012** : Colloque scientifique international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle – Rome (Italie) [>>>](#)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **Formation de la CE « Agir en situation de transition »** : Formation organisée à Bruxelles du 18 au 20 juillet à destination du personnel de la CE/UE travaillant dans des situations de transition. Ont participé à cette formation, une vingtaine de personnes du siège (EuropeAid et ECHO) ainsi que des délégations de l'UE et des représentations d'ECHO dans cinq pays (Bangladesh, Burkina Faso, Haïti, Sri Lanka et Yémen). Trois objectifs ont été fixés : i) favoriser une meilleure compréhension des politiques, réglementations et des modalités administratives qui s'appliquent aux situations de transition ; ii) présenter les principaux objectifs et la méthodologie développée pour l'élaboration du cadre commun humanitaire-développement (JHDF – Joint Humanitarian-Development Framework); et iii) faciliter l'échange et la capitalisation d'expériences et de bonnes pratiques. Toutes les présentations et documents sont disponibles sur le site du ROSA. Une synthèse des principaux points abordés lors de la formation sera bientôt disponible en ligne. [>>>](#)
- **Lutter contre la malnutrition dans le cadre de l'action extérieure de l'UE** : Pour ceux et celles qui sont moins familiers avec le format des documents de référence de la CE, il s'agit d'un guide pratique qui fournit des informations sur ce qui est la malnutrition et ce que nous pouvons faire pour améliorer l'impact nutritionnel dans le cadre de nos interventions dans des secteurs clés. En plus des définitions et des données sur la malnutrition, vous trouverez une série d'outils faciles à utiliser, allant des études de cas à une sélection d'indicateurs et des modèles des termes de référence à utiliser dans le cadre des évaluations. Une version spécialement conçue pour le web et des exemplaires papier seront disponibles fin septembre. Le document sera traduits en plusieurs langues : français, allemand, portugais et espagnol. La dernière version en anglais datant de septembre 2011 est disponible sur le site du ROSA. [>>>](#)

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Situation alimentaire et nutritionnelle

Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020 – Juin 2011

Cette publication fournit des projections en termes de production, consommation, échanges, stocks et prix pour un grand nombre de produits de base. Elle comporte également une évaluation de l'évolution récente, des questions et incertitudes qui affectent le marché des produits de base – de la demande croissante à l'augmentation de l'insécurité alimentaire – ainsi qu'un examen des réponses politiques à la volatilité des prix. Comme dans les précédentes éditions, cette publication confirme que dans les dix ans à venir, les prix des produits agricoles de base en termes réels devraient se maintenir à un niveau supérieur à celui de la décennie précédente. [>>>](#)

➤ Nutrition

Maximiser les impacts nutritionnels des interventions de sécurité alimentaire et de sécurisation des moyens d'existence. Un manuel pour les acteurs opérationnels, ACF - 2011

Ce manuel vise à fournir des indications opérationnelles afin de maximiser l'impact nutritionnel des interventions de sécurité alimentaire et de moyens d'existence. Cet outil encourage l'utilisation systématique d'une "loupe nutrition" à toutes les étapes du cycle de projet et une coopération rapprochée entre secteurs. Le manuel présente d'abord les fondamentaux de la malnutrition et explique quels sont les liens et les synergies entre la sécurité alimentaire et les moyens d'existence d'une part, et la nutrition d'autre part. Ensuite, il formule des recommandations sur comment adopter et promouvoir des pratiques et des interventions qui soient en faveur de la nutrition. **Manuel en anglais.** [>>>](#)

Projet Zéro famine : Induire de réels changements par des pratiques efficaces, ACF - Juin 2011

Examinant les pratiques adoptées dans des contextes ayant connu un succès relatif en matière de réduction de la malnutrition, cette série identifie six facteurs clés : i) volonté politique forte ; ii) participation de la société civile et appropriation ; iii) approches pluri-sectorielles ; iv) approche progressive en plusieurs phases ; v) coordination institutionnelle ; et v) ressources financières sur le long terme.

La Phase 1 présente cinq études de cas de pays qui ont connu un certain succès en matière de réduction de la malnutrition. L'étude cherche à identifier pourquoi et comment ces pays ont particulièrement bien réussi dans ce domaine. La Phase 2 analyse dans quelle mesure les six facteurs sont pertinents dans le cas d'un pays, le Niger. La Phase 3 relie met en évidence l'efficacité et le potentiel des institutions régionales et des mécanismes permettant de réduire la faim et la malnutrition en Afrique de l'Ouest. [>>>](#)

➤ Autres thèmes

L'identification des personnes vulnérables en zone urbaine : Evaluation de la durabilité des moyens d'existence et des vulnérabilités urbaines, ACF – Février 2011

Ce guide méthodologique est destiné aux praticiens sur le terrain afin de répondre à l'insécurité alimentaire et aux problèmes liés à l'identification des vulnérabilités en zone urbaine. Il allie éléments d'information sur la méthodologie à adopter et outils d'analyse. Ce guide ne permet pas de prendre en compte toute la diversité des contextes urbains et des situations humanitaires. **Guide en anglais.** [>>>](#)

Préserver la sécurité alimentaire dans le cadre de la volatilité des marchés mondiaux, A. Prakash, FAO - 2011

Ce rapport contribue au débat sur les causes, les conséquences et les enjeux de la volatilité des prix alimentaires. Il place la sécurité alimentaire et la vulnérabilité au cœur de l'analyse. La première partie de la publication définit les contours du problème et explique pourquoi la volatilité est un sujet important. La deuxième partie passe en revue les politiques publiques mises en place. La troisième partie s'intéresse au rôle que joue l'information détenue par les investisseurs, et leurs attentes, dans la déstabilisation du système de prix. La quatrième partie se pose en faveur d'un renouveau du dialogue politique. Le document formule des recommandations pour l'action au niveau international et national. **Publication en anglais.** [>>>](#)

La volatilité des prix sur les marchés alimentaires et agricoles : Les réponses politiques, Rapport inter-agences – Juin 2011

Ce rapport demandé par les dirigeants du G20 à leur sommet de novembre 2010 a été présenté à la Présidence française du G20 le 2 juin 2011. Il propose des recommandations sur comment mieux maîtriser la volatilité des prix des produits alimentaires et d'autres produits agricoles de base.

Document en anglais. [>>>](#)

Volatilité des prix et sécurité alimentaire, Groupe d'experts de haut niveau, Comité de la sécurité alimentaire mondiale - Juillet 2011

Ce rapport constitue la version finale d'une étude sur la volatilité des prix du groupe d'experts de haut niveau (HLPE), en vue de la 37ème session du CSA. Ce rapport propose d'abord trois explications des évolutions récentes des prix agricoles sur les marchés internationaux : une volatilité excessive des prix, les crises alimentaires récurrentes et une rareté des ressources. Il propose ensuite des options pour limiter cette volatilité des prix au niveau international ; puis il explicite le lien entre la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire. Enfin, il propose des options politiques pour limiter cette volatilité au niveau national, et se conclut sur le rôle du CSA dans la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire. **Rapport en anglais.** [>>>](#)

➤ **Liens externes**

Bulletins de veille spécial « Organisations paysannes » n°4, Inter-réseaux Développement Rural – Juillet 2011

Ce bulletin comprend de nombreuses références en français et en anglais sur les filières et les marchés, la production et les services, la gouvernance et les organisations paysannes, les outils de partage d'expérience et les enjeux de politiques agricoles. Ce bulletin est disponible sur le site d'Inter-réseaux :

http://www.inter-reseaux.org/IMG/pdf/Bulletin_de_veille_special_organisations_paysannes_no4_30_juin_2011.pdf

Forum mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition – Protection sociale : Ce forum est une e-consultation sur la protection sociale pour la sécurité alimentaire. Il s'agit de préparer le travail du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) sur la thématique : comment peut-on réduire la vulnérabilité par des filets de sécurité sociale et productive ? Les questions posées et la portée choisie pour guider ce travail peuvent faire l'objet d'un commentaire sur le forum (en français, anglais et espagnol) : <http://km.fao.org/fsn/discussions/social-protection/fr/>

Vous pouvez envoyer vos contribution à : FSN-moderator@fao.org.

Bulletin d'information d'Action contre la faim Amérique Latine N°6 : Dans ce bulletin, ACF-Amérique Latine présente les avancées de ses interventions dans la région. Disponible en espagnol :

<http://www.accioncontraelhambre.org/centroamericana/media/publicaciones/72-edicion-vi.pdf>

Ce bulletin a été rédigé par l'équipe du Gret chargée de l'animation du ROSA.

Le réseau est une initiative de l'Office de Coopération EuropeAid.

Les points de vue exposés ne représentent en aucun cas le point de vue officiel de la Commission Européenne.